



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 784

Texte de la question

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

M. le président. La parole est à M. Eric Besson.

M. Eric Besson. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

Monsieur le Premier ministre, vous êtes à l'origine d'une bien mauvaise polémique sur les 35 heures.

(Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)

M. Charles Cova. Michel Rocard aussi !

M. Eric Besson. Nous avons bien compris l'objet de cette manoeuvre de diversion : masquer l'échec de votre politique économique et dresser un écran de fumée sur les mesures de rigueur que vous préparez, et dont certaines, nous le savons bien, ne seront rendues publiques qu'après les élections du printemps prochain.

Mme Martine David. Eh oui !

M. Eric Besson. Depuis dix-huit mois, votre gouvernement et votre majorité détiennent tous les pouvoirs, et vous menez la France dans l'impasse. Emploi, croissance, déficits, dette : tous les clignotants économiques et sociaux sont au rouge et soulignent l'ampleur de votre échec.

Vous disiez vouloir libérer le travail. Vous avez malheureusement libéré les plans sociaux et le chômage. Vous affirmiez que la baisse de l'impôt sur le revenu allait renforcer la croissance. De Moscou - et vous nous permettez d'être surpris une fois encore, ce soit de l'étranger que le Premier ministre que vous êtes choisissez de s'adresser aux Français *(Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire)* -, vous annoncez que la France est entrée en récession.

Je voudrais, monsieur le Premier ministre, vous poser deux questions précises. Pouvez-vous nous confirmer cette information grave selon laquelle, pour la première fois depuis 1993, notre pays est entré en récession ?

Plusieurs députés du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. C'est votre faute.

M. Eric Besson. Par ailleurs, M. Mer a présenté hier à la Commission européenne et à nos partenaires européens de nouvelles mesures de rigueur budgétaire. Pouvez-vous ici, devant la représentation nationale, alors que, la semaine prochaine, débutera le débat budgétaire, préciser ce que sont ces nouvelles mesures ?
(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire. *(Protestations sur les bancs du groupe socialiste. - Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française.)*

M. Alain Lambert, ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire. Monsieur le député, vous m'interrogez sur la conjoncture. L'Allemagne, l'Italie et le Portugal étaient en récession,...

Mme Martine David. Quelle consolation !

M. le ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire. ... au premier semestre de 2003. La France n'est pas un îlot économiquement déconnecté de ces trois pays.

M. Julien Dray. A qui la faute ?

M. le ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire. A ce stade, nous n'avons pas les derniers éléments d'information sur le dernier trimestre, mais la France n'est pas en récession. *(Vives exclamations sur les bancs du groupe socialiste. - Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. le président. Mes chers collègues, je vous en prie, laissez M. Lambert poursuivre.

M. le ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire. Le contexte est en effet récessif *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste)* et vous saurez quelle est la situation économique de la France au regard de la croissance dans les semaines qui viennent.

Que faisons-nous au niveau national ? (*« Rien ! » sur de nombreux bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*) Nous améliorons le pouvoir d'achat des Français *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains)*, en relevant le SMIC et la PPE *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française)*, en diminuant l'impôt sur le revenu. *(Protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)*

Que faisons-nous au niveau européen ? (*« Rien ! » sur plusieurs bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*) Nous travaillons avec nos partenaires anglais, allemands et italiens pour coordonner nos politiques économiques et faire en sorte qu'il y ait plus de croissance sur notre continent.

M. Bernard Roman. On ne vous croit plus.

M. le ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire. Nous travaillons à une initiative de croissance pour que la conjoncture puisse reprendre dans de meilleures conditions. (*« Très bien ! » sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Les ménages français sont peu endettés et les entreprises françaises ont assaini leurs comptes. Les conditions sont remplies pour qu'au premier signe de reprise, la croissance soit au rendez-vous.

M. Albert Facon. Et les licenciements ?

M. le ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire. Le Gouvernement croit au succès de la France, et il vous demande de partager cette confiance. *(Vifs applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et sur plusieurs bancs du groupe Union pour la démocratie française. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)*

M. Michel Lefait. Ce ne sont que des mensonges.

Données clés

Auteur : [M. Éric Besson](#)

Circonscription : Drôme (2^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 784

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : budget

Ministère attributaire : budget

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 8 octobre 2003

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 8 octobre 2003